



Lettre ouverte

Destinataire : Journalistes

Date : Le 2 septembre 2026

Objet : Lettre ouverte du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) à l'approche des prochaines élections provinciales. Les 22 communautés membres du CEPN interpellent directement les partis politiques et leur demandent de s'engager à éliminer les barrières systémiques.

**Le Québec veut-il vraiment notre réussite éducative?
Les Premières Nations exigent des engagements concrets.**

« L'éducation nous a mis dans cette situation, et c'est par l'éducation que nous nous en sortirons. » — Feu le sénateur Murray Sinclair (traduction libre)

L'éducation a longtemps contribué à circonscrire ce à quoi les Premières Nations pouvaient aspirer et accéder, ainsi que ce qu'elles pouvaient apprendre. Après neuf années d'inaction politique face aux barrières systémiques, le gouvernement provincial maintient des conditions défavorables aux Premières Nations : la majorité des barrières réglementaires ou politiques que nos élèves subissent provient du gouvernement provincial, alors que nous sommes financés presque entièrement par le fédéral. Pourquoi continuer, en 2026, à tout faire pour nous empêcher d'accéder à ce levier d'émancipation, de prospérité et de pleine participation à l'avenir économique? Nos communautés comptent de nombreux jeunes désireux d'apprendre, de travailler et de s'investir dans nos écoles, nos services de santé et services sociaux, nos entreprises et nos services publics.

Le Québec doit changer sa façon de faire. Le nombre de personnes diplômées issues des écoles secondaires de nos communautés est en constante augmentation, mais au moment d'accéder aux études postsecondaires ou à des établissements du réseau provincial, elles font face à davantage de barrières que les autres élèves, ce qui compromet leur réussite éducative. Trop souvent, le soutien psychosocial, l'accompagnement scolaire, l'orientation et les services spécialisés ne sont pas suffisamment adaptés à leurs parcours, à leur culture et à leurs besoins.

Le Québec se targue d'avoir un système public où toutes et tous sont égaux, mais détrompez-vous : il a un régime spécial pour les élèves des Premières Nations. En novembre 2024, la Vérificatrice générale du Québec a posé un constat accablant : près de 20 ans après que le ministère de l'Éducation eut reconnu l'écart de réussite entre les élèves du Québec et ceux des Premières Nations, peu d'actions structurées ont été mises en œuvre pour le réduire. Dans les

cohortes examinées, près de 40 % des élèves autochtones avaient quitté l'école du réseau provincial québécois sans diplôme ou déménagé hors province. Faute d'une volonté réelle du gouvernement de traduire ces constats en actions, les milieux scolaires demeurent insuffisamment financés – lorsqu'ils le sont – pour accompagner nos élèves. La Vérificatrice générale dénonce que, malgré les efforts et la bonne volonté des centres scolaires, ils ne disposent toujours pas des moyens nécessaires pour offrir à nos jeunes des services adaptés et culturellement sécurisants, leur permettant de se sentir compris, respectés et soutenus dans leur langue, leur culture et leur identité.

Ces obstacles ne s'arrêtent pas à la fin du secondaire. Au collégial, un jeune des Premières Nations peut accéder à un établissement anglophone, mais voir l'obtention de son diplôme retardée en raison des exigences liées à la connaissance du français. Ensuite, une autre barrière, distincte et tout aussi inacceptable, se dresse au moment d'accéder à certaines professions. En effet, une personne des Premières Nations formée et compétente peut être privée de la possibilité de travailler dans sa propre communauté en raison d'exigences liées au français, même si elle y offrirait principalement des services dans sa langue ancestrale ou en anglais. Le résultat est absurde : une communauté qui manque de professionnels peut voir partir ailleurs une personne qualifiée dont elle a pourtant grandement besoin. Pour quel gain? Aucun.

L'éducation permet aux jeunes de choisir leur avenir, mais aussi de faire vivre nos langues, nos cultures et nos savoirs et de bâtir des communautés plus fortes et plus autonomes. Quelle similitude avec ce que la classe politique affirme vouloir pour le Québec en ce moment!

Les solutions existent. Elles sont simples et, dans bien des cas, n'entraînent aucun coût pour le gouvernement provincial. Le prochain gouvernement n'aura pas à repartir de zéro : les pistes d'action sont déjà connues. Nous demandons donc à tous les partis politiques de s'engager à concrétiser ces pistes d'action et à faire de l'élimination des barrières à la réussite éducative des Premières Nations et des Inuit une priorité du prochain gouvernement.

Le Québec ne peut pas, d'un côté, chercher des travailleuses et travailleurs qualifiés et, de l'autre, maintenir ses politiques coloniales assimilatrices. Il aura besoin de toute sa relève dans les prochaines années.

L'éducation permet à chacun de nos apprenants et apprenantes de choisir son avenir. Nous choisissons qu'ils puissent le faire sans abandonner leur langue ancestrale au profit d'une langue coloniale qu'on leur impose, encore. Plusieurs exemples concrets démontrent que de plus en plus de jeunes des Premières Nations deviennent des leaders chevronnés. Nous pouvons toutefois faire encore mieux. Unissons-nous, à nos manières!

Il est temps de leur ouvrir la voie.



Denis Gros-Louis
Directeur général
Conseil en Éducation des Premières Nations

-30-

Information:

Florence Demers
Conseillère en communication
Conseil en Éducation des Premières Nations
fdemers@cepn-fnec.com